

C'est la destinée de l'Orient qu'il constitue durant cette guerre l'un des principaux théâtres stratégiques et politiques, où non seulement se dispute le sort des armes, mais où se forge aussi le monde de demain. C'est aussi la destinée de la France qu'elle y joue, une fois de plus, un rôle essentiel. Puisque je me trouve aujourd'hui devant tant d'hommes qualifiés pour en bien juger, je voudrais évoquer rapidement quelles sont ici les intentions de la France et, en même temps, comment les problèmes qui la concernent elle-même dans l'angoisse du temps présent se répercutent ici comme partout où sa vocation entraîne sa présence. L'indépendance de l'État de Syrie et de l'État du Liban est devenue un fait acquis. Cette indépendance est le but fixé à la France par le mandat qu'elle a accepté de la Société des Nations et elle ne pouvait être proclamée qu'en vertu de ce mandat. C'est dire qu'il appartenait à la France, et qu'il n'appartenait qu'à elle, d'instituer l'indépendance. C'est dire aussi qu'en l'instituant la France agissait suivant les devoirs de sa charge, en même temps qu'elle manifestait son amitié profonde à l'égard du peuple syrien et du peuple libanais et sa confiance dans leur capacité de s'acquitter pleinement par eux-mêmes des nobles mais dures obligations de la liberté et de la souveraineté.

A vrai dire, c'est dans les conditions les plus difficiles que le régime de l'indépendance a vu le jour et a commencé à fonctionner. La Syrie et le Liban ont servi, l'an dernier, de théâtre aux plus douloureux combats. Par la suite, ces États se sont trouvés, comme tout l'Orient, menacés directement par les armées ennemies et le demeurent aujourd'hui encore. En outre, les contrecoups des événements violents survenus dans un pays voisin et l'inquiétude générale causée par la guerre pouvaient troubler quelques esprits. Enfin, de graves problèmes de ravitaillement et de production se posaient chaque jour aux autorités. Il faut convenir qu'il y avait quelque risque à inaugurer dans de telles circonstances un régime nouveau. Pourtant, ce risque a été couru et il me semble qu'aujourd'hui personne ne saurait le regretter : l'ordre public est assuré, l'administration fonctionne normalement, les besoins essentiels des deux pays sont satisfaits et voici que l'on perçoit, déjà, dans toutes les fractions du territoire et dans toutes les communautés de la Syrie et du Liban cette sorte de fierté, d'ardeur, de confiance que comporte naturellement la pratique de la liberté.

Ces efforts déployés pour le bien supérieur de la Syrie et du Liban, dans des circonstances aussi difficiles, m'imposent de rendre publiquement hommage à ceux qui les ont acceptés et dirigés. J'ai l'honneur d'adresser à Son Excellence le Cheikh et mon témoignage. Je tiens, d'autre part, à exprimer ma haute satisfaction et celle du Comité National Français au Général Catroux, Délégué Général et Plénipotentiaire de France au Levant, ainsi qu'à ses collaborateurs. Ces hommes, qui assument ici les plus lourdes responsabilités et qui s'acquittent des devoirs de leur grande charge avec l'unique souci de l'œuvre à accomplir, ont bien mérité, non seulement de leurs pays respectifs, mais encore, je le crois, de toutes les Nations Unies. Je n'aurai garde, d'ailleurs, de méconnaître les concours qu'ils ont souvent trouvés chez nos alliés britanniques pour ce qui concerne la défense et le ravitaillement des deux États.

Ce n'est point à dire, certes, que la tâche soit maintenant achevée et que la Syrie et le Liban, qui ne connurent jamais depuis des millénaires une réelle indépendance nationale, aient en quelques mois achevé leur évolution. Les principes sont acquis, les bases sont jetées ! Il reste à ces peuples si anciens, devenus de si jeunes États beaucoup à faire pour construire leur propre maison politique. Encore, quand ils l'auront construite, auront-ils à déployer, pour pouvoir la conserver, un effort constant et pénible. La liberté d'une nation, tout comme celle d'un homme, est un bien précieux mais coûteux, qui ne s'obtient et ne se garde que par une grande et continuelle dépense de courage et de sagesse. Du moins, la Syrie et le Liban peuvent-ils compter sur l'appui résolu de la France pour organiser et faire vivre leur indépendance.

Je dis « organiser » l'indépendance. C'est qu'en effet, les dures servitudes de la guerre ne permettent actuellement aux jeunes États, du Levant, pas plus qu'à d'autres États du monde, de pratiquer le jeu normal de leurs institutions démocratiques. Au moment où, dans tant de pays, tant d'hommes sont soumis à la discipline des armées, des consignes ou du travail de guerre, soit, par force majeure, les droits de parler, d'écrire, de se réunir, de se déplacer, sont restreints sinon suspendus, soit, par une foule de moyens insidieux, l'ennemi s'efforce de semer le désordre et la division, bref soit le salut de la patrie devient la loi suprême, il n'est, sauf circonstances très rares et très exceptionnelles, ni équitable ni même possible de recourir aux libres consultations populaires. Le jour viendra, cependant, soit, ces entraves disparues ou tout au moins atténuées, le peuple syrien et le peuple libanais auront la faculté

de s'exprimer dans des conditions normales de dignité et de tranquillité. Je puis garantir que la France a hâte de voir ce jour luire pour des peuples dont le destin est cher à son amitié.

Je dis aussi « faire vivre » l'indépendance. Dans un monde que la vitesse des machines, l'osmose des idées ou des intérêts, l'imbrication des facteurs économiques ont rendu si petit, il est clair que l'indépendance ne peut plus, désormais, avoir le moindre rapport avec l'isolement. Aucun État ne saurait se maintenir ni, a fortiori, se développer sans appui et sans concours. La Syrie et le Liban savent que, pour leur défense aussi bien que pour leur progrès, l'alliance étroite de la France leur est nécessaire. Réciproquement, la France n'entend renoncer ni à l'œuvre civilisatrice que, depuis tant de siècles, à travers maintes vicissitudes, elle est fière d'avoir accomplie ici, ni aux garanties de sécurité que comporte normalement pour elle l'alliance de la Syrie et du Liban. Déjà, en 1936, des traités avaient été conclus entre les Gouvernements de Beyrouth, de Damas et de Paris pour fixer les conditions de leurs rapports mutuels. Sans doute, certaines circonstances en ont-elles empêché la ratification, mais les principes en étaient bons et, le moment venu, nous scellerons définitivement les traités d'alliance qui consacreront ici nos amitiés et nos intérêts et assureront à la défense et au développement de la Syrie et du Liban le concours privilégié de la France. Dans l'œuvre de construction, puis de conservation de leur indépendance nationale, la Syrie et le Liban peuvent faire confiance à la sincérité et à la puissance de la France.

Il aurait pu, voici peu de temps encore, paraître étrange que l'on parlât tout haut de la puissance de la France. Le désastre militaire de mai-juin 1940 y avait été si profond et si rapide, l'attitude d'humiliation adoptée par les malheureux qui y usurpèrent le pouvoir à la faveur du mensonge était si odieuse et scandaleuse que les esprits superficiels pouvaient conclure à ce qu'ils appelaient sommairement « l'effondrement » de cette grande nation. Il est vrai que les hommes réfléchis et qui connaissent l'Histoire ne se laissaient pas aller à un pareil pessimisme et n'admettaient pas que la France dût longtemps accepter sa chute. Ces hommes attendaient avec confiance les signes du redressement d'un vieux peuple rompu depuis plus de vingt siècles aux malheurs comme à la gloire, maintes fois victime de ses inconséquences, mais trouvant toujours en lui-même la force de remonter la pente des abîmes. Eh bien ! je ne crois pas que personne puisse aujourd'hui douter que ce ressort secret soit une fois de plus à l'œuvre. Je ne crois pas que, si l'on rapproche l'impression que donnait la France au lendemain de la trahison de Bordeaux et celle qu'elle donne à présent, aucun homme de bonne foi puisse contester que le travail immense de l'instinct national soit en train de s'y accomplir. Je ne crois pas que cette ascension nouvelle soit plus clairement perceptible qu'ici, où souille, dans tous les domaines comme sur les champs de bataille voisins, l'esprit à la fois nouveau et éternel de la France.

Ah ! certes, le peuple français, envahi et opprimé par un ennemi sans foi ni loi, trahi chaque jour, à chaque instant, par ceux qui se disent ses chefs, privé du meilleur de sa jeunesse qui mourut aux champs de bataille ou se rongea dans les camps de prisonniers, subit en ce moment des épreuves morales et physiques sans nom. Mais il n'est plus contestable que ces épreuves mêmes aient pour effet de le rassembler dans la résistance. Il n'est plus contestable que la nation française ait compris, dans le secret de son âme, que son salut est dans la lutte et qu'elle souhaite y rentrer. Il n'est plus contestable que, dans les tourments et les larmes, soit en train de naître une France nouvelle, épurée par la souffrance et, demain, grandie par l'effort. D'ailleurs, le monde ne s'y trompe pas. Si le 24 juin 1940, nombreux étaient sur la terre les hommes qui croyaient la France battue une fois pour toutes, qui donc aujourd'hui croit sincèrement que cette guerre finira sans la France et, qui donc croit qu'on puisse refaire un jour le monde sans le concours de son génie ? Or, la conviction que le monde s'est formée au sujet du retour prochain de la France dans la voie de la grandeur, c'est ici qu'en sont apparus les signes les plus éclatants et les plus émouvants. Jamais les Syriens, jamais les Libanais, qui, pour tant de raisons de culture et de sentiments et en vertu de la faculté d'observation qui leur est propre, nous connaissent mieux que quiconque et depuis si longtemps, n'ont réellement douté de la nation française. S'ils ont ressenti d'une manière particulièrement profonde le malheur qui nous submergeait et l'outrage qui nous était fait, ils ont pris aussitôt, pour ce qui était de nous, le parti de l'espérance. Si, au lendemain même des cruels événements de l'an dernier, ils ont accueilli d'enthousiasme la France Combattante, en vérité c'est parce qu'ils l'attendaient, c'est parce qu'ils étaient certains que le mauvais rêve de l'abaissement de leur grande allié se dissiperait tôt ou tard, c'est parce qu'ils reconnaissaient dans ces soldats sans peur et sans reproche la France du passé et la France de l'avenir. Inversement, ce témoignage d'estime et d'attachement, fourni par des peuples fiers à ma patrie blessée, constituait pour elle le plus précieux des réconforts. C'est par là, vous pouvez m'en croire, que fut tacitement signé entre la Syrie, le Liban et la France le vrai pacte de leur alliance, celui qui procède moins des textes et protocoles que de l'amitié définitivement éprouvée. A

vrai dire, on n'ignore pas et on regrette ici qu'une pareille prescience n'ait pas aussi rapidement et complètement éclairé ailleurs tous les hommes qui luttent pour la cause sacrée de la liberté du monde. Dans le camp des démocraties, il s'est produit, il se produit encore, pour ce qui concerne la France, certains tâtonnements, d'ailleurs fort explicables, mais dont les effets ne manquent pas de contrarier et de retarder son redressement. Mais, cependant, tout le débat dont dépend en dernier ressort l'attitude présente et future de la France est aussi simple et aussi grave que possible malgré les supercheries où cherchent à le noyer l'ennemi et ses collaborateurs. Il s'agit de savoir si, oui ou non, la France tout entière se dégagera de la capitulation et rejoindra les Alliés, à l'avant-garde desquels elle fut naguère écrasée. Si oui, alors la guerre prendra, non seulement sa tournure décisive, mais encore son véritable sens et il sera possible de refaire l'Europe et de rebâtir le monde dans la justice et la sécurité; si non, alors un poison mortel sera décidément inoculé à la cause des démocraties, quand bien même elles parviendraient, en fin de compte, à l'emporter sur les champs de bataille. Avec une France victorieuse au milieu des autres vainqueurs, l'avenir des hommes libres sera garanti pour longtemps. Avec une France frustrée de la victoire, malgré les pertes et les souffrances qu'elle lui a sacrifiées dans cette guerre de trente ans, il n'y aura parmi les peuples que dispersion, division, danger.

Or, le peuple français, pour être forcé d'assister impuissant aux travestissements honteux de sa volonté et de sa pensée par l'ennemi et les amis de l'ennemi, n'en est que plus sensible à l'attitude de ses alliés dans tout ce qui le concerne. Cette France qui, depuis tantôt quinze siècles, a pris l'habitude d'être une grande Puissance, qui sent bien qu'en dépit de tout elle est appelée à le rester, qui mesure le poids des mérites et des sacrifices qu'elle a fournis à la cause commune et continue à lui fournir, qui connaît ses erreurs mais n'ignore pas les erreurs des autres, n'admettrait pas d'être finalement victime. A fortiori n'accepterait-elle pas que sa position prit être ébranlée ou diminuée là où elle continue de jouer, comme ici, un rôle essentiel dans la guerre. Cependant, la propagande de l'ennemi et des amis de l'ennemi s'acharne à affirmer qu'en Syrie et au Liban la position de la France est en ce moment battue en brèche.

Si la France Combattante veut et entend faire en sorte que ces affirmations soient vaines, ce n'est point seulement parce que c'est sa raison d'être de ne transiger en rien et nulle part sur l'honneur et l'intérêt de la patrie, mais encore, c'est parce qu'elle sait bien que le respect intégral de ce qui revient à la France est une condition nécessaire à la victoire des démocraties. Ne doutons pas que si tous les peuples, au destin desquels la France a lié son destin et dont, en ce moment même, les soldats, les marins, les aviateurs, meurent à côté des Français, suivent à cet égard la voie que leur indiquent le cœur et la raison, ne doutons pas que l'ennemi doive, malgré ses efforts, voir échouer son plan de divisions. Longtemps l'ennemi a pu passer par les brèches pratiquées entre les démocraties, longtemps il a triomphé grâce aux retards des uns, aux préventions des autres, aux divergences des politiques, aux discordances des stratégies. Tout annonce que ces dures leçons ont commencé à nous instruire, tout annonce qu'enfin le parti de la justice humaine se rassemble dans la lutte pour un but commun dans une action commune. Sur cette terre d'Orient, qui tient de si près à la vie éternelle de la France, j'atteste que mon pays n'entend pas manquer à l'union fraternelle des nations qui combattent pour la liberté.

Charles de Gaulle, discours de Beyrouth, 28 août 1942.